

DEUXIÈME SEMAINE DU PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

Khelil savait

«Nous avons travaillé sur instruction de notre ministre et on n'avait pas le choix de faire autrement. Lorsque le ministre et le P-dg décident, moi j'exécute. Et s'il n'y avait pas Belkacem Boumediène, il y aurait eu quelqu'un d'autre à sa place pour exécuter.» L'ex-vice-président chargé des activités amont de Sonatrach est catégorique. Selon lui, «tout ce qui a été fait au sein de Sonatrach a eu l'aval du ministre de l'Energie et du patron du groupe».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La poursuite hier de l'audition de Belkacem Boumediène, l'ex-vice-président chargé des activités amont de Sonatrach, et du fils de l'ex-P-dg du groupe Sonatrach a donné au procès de l'affaire Sonatrach un nouveau souffle en terme de révélations.

Il faut reconnaître, par ailleurs, que le président du tribunal criminel, M. Mohamed Reggad, en parfait connaisseur du dossier, a usé de toutes les techniques que lui confère la loi pour tenter d'arracher des aveux aux mis en cause.

Hier, en ce premier jour de la seconde semaine du procès de l'affaire Sonatrach, tout le monde s'accordait à dire qu'«une partie du voile commence à être levée». L'audition de l'ex-vice-président chargé des activités amont de Sonatrach, M. Belkacem Boumediène, a permis à l'opinion publique de confirmer les informations rapportées par la presse. Il s'agit de l'intervention directe de l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, dans tout ce qui touche de près ou de loin à Sonatrach.

L'ex-vice-président des activités amont de déclarer : «Lorsque j'ai été entendu par la police judiciaire du DRS, elle m'a demandé d'aller voir mon ministre pour lui dire que les enfants de Méziane étaient les associés de Contel détenue par Al Ismail. Ce que j'ai fait.

Chakib Khelil m'a dit de transmettre aux enquêteurs qu'il assumait l'entière responsabilité de la stratégie adoptée par Sonatrach pour la sécurisation des sites.» Il ajoute à l'adresse du président du tribunal criminel : «Ma relation avec le P-dg de Sonatrach était d'ordre purement juridique et la décision d'octroyer des marchés au gré à gré est une décision politique prise par le ministre de l'Energie et le P-dg de Sonatrach».

«J'assume mes 30 années de travail»

Structurant ses idées, Belkacem Boumediène ira plus loin en détaillant les projets. Il indiquera que c'est sur instruction du ministre et parce que les différentes installations de Sonatrach étaient en danger du fait des tentatives d'attaques terroristes, qu'il fallait faire vite.

Ce d'autant, explique-t-il, que le projet pilote réalisé par la société Contel avait plu à tout le monde. Et d'ajouter : «J'assume pleinement tout ce que j'ai fait et réalisé durant mes trente années de travail au sein du groupe Sonatrach. Rien n'a été fait en cachette».

Toutefois, le président du tribunal criminel rappelle au mis en cause que «tous les cadres de Sonatrach savaient que le fils du P-dg était associé au sein du groupe Contel Funkwerk qui a



Une partie du voile de l'affaire Sonatrach commence à être levée.

Photo : DR

décroché le projet de télésurveillance». Il appuie son intervention en citant les propos d'Al Ismail Mohamed Rédha Djaffar tenus lors de son audition au début du procès. «Ce n'est pas Sonatrach qui est au courant et ce n'est pas aussi mon rôle de le savoir. C'est à la direction des affaires juridiques qui est automatiquement informée, puisque les statuts de l'entreprise lui ont été transmis par les intéressés.»

Lors de son audition, l'ex-vice-président a tenté de justifier les sommes d'argent trouvées dans ses comptes en France au lendemain des conclusions de l'enquête de la commission rogatoire.

En ce sixième jour du procès, le président du tribunal criminel voulait réellement connaître les dessous de l'octroi par Sonatrach du marché relatif à l'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique au groupe Contel Funkwerk. Dès lors, il fait appel à un autre mis en

cause. Il s'agit de Mohamed Redha Meziane, fils de l'ex-P-dg du groupe Sonatrach.

«Ici, tu n'es pas le fils du P-dg»

L'audition du fils de l'ex-P-dg de Sonatrach était un autre moment fort du procès. Son passage à la barre est intervenu juste après celui de Belkacem Boumediène. Âgé de 43 ans, Meziane Mohamed Rédha est en prison depuis six années. Selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, il est poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation dont celui «de constitution d'association de malfaiteurs et dilapidation de deniers publics».

Mohamed Rédha est poursuivi par la justice pour les mêmes chefs d'inculpation que son frère Fawzi. C'est sa relation avec son «ancien camarade du lycée», en l'occurrence Al Ismail Mohamed Rédha Djaffar, qui est aujourd'hui mise en cause dans cette

VISITE DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE À ANNABA

Retard dans le raccordement de nouveaux logements

N'était le doigt pointé du wali de Annaba Youcef Cherfa, sur les responsables locaux de la Sonelgaz accusés d'être défaillants dans l'alimentation de plusieurs milliers de nouveaux logements attendant d'être attribués, la visite de travail et d'inspection du ministre de l'Energie, Salah Khebri, dans la wilaya de Annaba hier, a été très instructive. Elle a permis aux membres de la délégation ministérielle de prendre connaissance des nombreuses réalisations enregistrées tant en ce qui concerne la production et le transport du gaz et de l'électricité.

La visite avait, pourtant, bien commencé avec le raccordement et l'alimentation en gaz naturel de 320 foyers dans la localité de Aïb Amar à Oued El Anab, à une quinzaine de kilomètres de la commune chef-lieu de wilaya.

L'arrivée au centre de stockage et de distribution de Berrahal au programme de la visite, annonçait qu'en termes de gestion des carburants et GPL, l'entreprise Naftal maîtrisait bien son sujet. Et pour cause, le membre du gouvernement devait procéder à la mise en service du pipe multiproduits, des carburants et GPL Skikda-Berrahal d'un débit de respectivement 340 m³/h et 200 m³/h. Son déplacement à travers cette grande unité de production a permis à la délégation de s'appesantir sur de nombreux avantages qu'offrent les canalisations MP 12 et «GPL8».

Ce nouvel acquis éliminera définitivement les risques que pose le transport initialement réalisé par le ferroviaire ou routier. Ce qui permet aussi à l'entreprise Naftal, au-delà de la sauvegarde des vies humaines et des risques de pollution, d'économiser 1,30 milliard DA/an.

Cette inauguration longuement applaudie, a été l'occasion pour le ministre d'exprimer toute sa satisfaction. Il l'a fait lors d'un court point de presse où des questions lui ont été posées sur tout ce qui touche au développement, à l'exploration et à l'exploitation de différentes énergies, dont celles renouvelables. «Nous avons

consenti des efforts pour qu'à l'horizon 2030, l'Algérie produise 22 000 MW au moyen des énergies renouvelables», a affirmé le ministre. Sur sa lancée, il révélera qu'au niveau de l'Opep et en

dehors de celle-ci, il n'y a pas de volonté pour réduire l'offre qui est actuellement excédentaire.

«Nous multiplions les démarches à l'effet de trouver un consensus qui puisse satisfaire toutes les parties concernées par ce dossier. Toutefois, la demande de pétrole est tributaire de la relance économique mondiale», a ajouté Salah Khebri.

La visite du centre enfûteur butane-propane a été un autre motif de satisfaction que le ministre a exprimé avant de prendre la route vers le complexe des engrais phosphatés «Fertial».

Ecoutant avec une attention soutenue les explications des responsables de cette entreprise algéro-espagnole,

l'hôte de Annaba a prisnote du projet d'extension de la capacité de production. Notamment l'ambition des gestionnaires d'augmenter de 40% cette dernière en contrepartie d'une enveloppe financière de l'ordre de 367 millions de dollars. Cette opération est également appelée à réduire de 20% la consommation du gaz.

Rappelons que ce dossier extension des moyens de Fertial avait fait l'objet d'une étude pointue réalisée par des bureaux d'études spécialisés en matière de maîtrise énergétique. Au port, dernière étape de sa visite, le ministre a pris connaissance des différents aspects d'augmentation de l'alimentation de la nouvelle centrale en

gaz naturel en se piquant sur la conduite existante. C'est en tout cas l'explication fournie au ministre par les responsables de cette entité économique qu'est la centrale turbines à gaz au port de Annaba. Elle est d'une puissance de 2X36 MW et a été mise en exploitation au courant de l'année 2009. Ce nouvel acquis important pour Sonelgaz a imposé au wali d'affirmer que les nouveaux logements qui auraient dû être affectés à leurs bénéficiaires sont encore vacants faute de raccordement à l'électricité et au gaz.

«Des milliards sont annuellement dépensés par l'OPGI pour leur réfection», révélera le wali de Annaba.

A. Bouacha

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Diagnostic du système LMD les 12 et 13 janvier prochains

Le système LMD (licence-master-doctorat) passe au diagnostic après dix ans de mise en œuvre. Pédagogues, recteurs, chercheurs, enseignants, partenaires sociaux, organisations estudiantines et partenaire économique se réuniront les 12 et 13 janvier prochains, à Alger pour faire un point de situation sur la mise en œuvre du système LMD.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme scolaire, c'est l'enseignement supérieur qui s'apprête à évaluer ses réformes. Initialement annoncée le mois d'août dernier pour le 28 décembre passé, la conférence nationale de l'évaluation de l'université aura finalement lieu ce mois-ci. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fixé les dates du 12 et 13 janvier prochains pour organiser la conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre du système LMD. Les participants auront à discuter dans les ateliers des thèmes comme l'amélioration de la qualité des

formations supérieures, la relation entreprise/université, la gouvernance et la vie estudiantine. Le département de Tahar Hadjar a mis en place depuis près d'un mois un site web à la disposition de la communauté universitaire, enseignants, étudiants, responsables d'établissements universitaires, organisations syndicales, acteurs des secteurs économiques et différents acteurs le «http://lmd.mesrs.dz». «Ces derniers sont invités à contribuer par leurs propositions, avis et réflexions, à l'enrichissement du débat sur le système d'enseignement national actuel à travers le questionnaire affiché sur ledit site», explique le ministère de l'Enseignement supérieur. Introduit en

2004, le LMD est critiqué par plusieurs acteurs de la famille universitaire notamment les enseignants et les étudiants. Certains incombent d'ailleurs à ce système tous les malheurs que subit actuellement l'université algérienne notamment le niveau des étudiants et des diplômés. Le grand problème, dénoncé par le ministre du secteur lui-même, c'est l'absence de passerelle entre l'université et le monde économique ce qui a engendré un manque de débouchés. C'est pourquoi un atelier sera consacré à cette problématique lors de cette conférence nationale. Pour le ministre du secteur, ce système n'est ni bon ni mauvais. Son problème serait la méthode de son application. Mais le temps est venu, dit-il, après dix ans de mise en œuvre, de faire une halte pour faire un constat sur les points positifs et négatifs.

A la fin des deux journées de conclave, les acteurs universitaires vont sortir avec des propositions à soumettre au ministère de tutelle. Les organisations estudiantines demandent, entre autres, de revoir les filières

existantes. Autre problème : la reconnaissance de la licence du système LMD est quasiment nulle. «Le niveau licence a du mal à s'imposer sur le marché du travail» analysait un enseignant chercheur de l'université de Bab Ezzouar lors d'un forum. «Les problèmes perdurent en termes d'accès à l'emploi, en particulier au niveau licence depuis le passage au LMD, les employeurs ne connaissent pas et ne reconnaissent pas pleinement les nouveaux diplômés. Le magister et le master tendent à rester le sésame de base pour accéder au marché du travail», estime ce professeur. La rentrée universitaire prochaine verra-t-elle l'introduction de nouvelles réformes ?

Pour rappel, les nouvelles réformes du secteur de l'éducation se sont heurtées à de nombreuses critiques.

La ministre du secteur a dû faire face pendant plusieurs mois à une guerre acharnée contre les propositions issues de cette conférence. Les réformes de l'université échapperont-elles à un acharnement semblable ?

S. A.